

## L'Etat burundais hausse le ton contre la rébellion

PANA, 28/10/2008 Bujumbura, Burundi - Le gouvernement burundais a "énergiquement" condamné, mardi, les manifestations attribuées la veille au Parti pour la libération du peuple hutu/Front national de libération (PALIPEHUTU-FNL, rébellion) à Bujumbura, la capitale du Burundi et dans plusieurs autres villes du pays, sur fond de revendications politiques. Deux manifestants auraient été tués par balles dans les environs de l'aéroport international de Bujumbura, d'autres non encore connus molestés ou arrêtés par la Police, à en croire le porte-parole du dernier mouvement rebelle encore actif dans le pays, Pasteur Habimana.

"Le gouvernement burundais a appris avec stupéfaction que le PALIPEHUTU-FNL a organisé des manifestations et condamné énergiquement ces actes dont certains auteurs étaient en tenues militaires visibles ou dissimulées", a déclaré la porte-parole du gouvernement et ministre de la Communication, Mme Hafsa Mossi, dans une déclaration lue devant la presse. Selon elle, ces manifestations, qui n'ont pas été autorisées, étaient "visiblement" destinées à semer l'anarchie et perturber la sécurité publique. "Dans de telles conditions, il s'agit, ni plus, ni moins, d'une incitation à la violence qui est contraire à l'accord global de cessez-le-feu du 6 septembre 2006", a-t-elle ajouté. Demandant à la communauté internationale, "de constater la violation flagrante de l'accord de paix et d'entreprendre les actions appropriées pour y remédier", la ministre burundaise a indiqué qu'une telle provocation cache mal la recherche de prétextes pour bloquer le processus de retour à la paix, ajoutant que le gouvernement ne cédera pas et évitera, dans la mesure du possible, de se laisser entraîner dans une confrontation inutile. Du côté du dernier mouvement rebelle encore actif dans le pays, on continuait mardi encore à refuser la paternité des marches-manifestations de la veille, en les rattachant plutôt à un "mouvement spontané" de la population qui n'en peut plus d'attendre le retour à la paix dans un pays qui végète en guerre civile depuis plus de 14 ans. L'agrément du PALIPEHUTU-FNL en tant que parti politique à part entière reste le principal point d'achoppement dans l'accord entre le mouvement rebelle et le pouvoir central.